



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 25/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VANDEPUTTE**

BOULEVARD DE STRASBOURG  
PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES  
62360 Hesdin-L'abbé

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\VANDEPUTTE (ex Ecover)\_Hesdin l'Abbé\_0007003642\2\_Inspections\2025\_03\_27\_MEX\_CF  
Code AIOT : 0007003642

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement VANDEPUTTE implanté BOULEVARD DE STRASBOURG PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES 62360 HESDIN-L'ABBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection entre dans le cadre de l'action coup de poing Inspection "Moyen d'Extinction d'Incendie" mise en place à l'UD du Littoral pour l'année 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANDEPUTTE

- BOULEVARD DE STRASBOURG PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES 62360 HESDIN-L'ABBE
- Code AIOT : 0007003642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VANDEPUTTE a racheté la société ECOVER située dans la zone d'activité de Landacres, créée dans les années 2000.

Elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 3 avril 2007 à exploiter sur la commune d'Hesdin L'Abbé une unité de fabrication de produits de nettoyage (adoucissants, liquides vaisselles...) écologique pour une capacité de production maximale de 300 t/j.

L'Arrêté Préfectoral du 3 avril 2007 réglemente le site.

La société VANDEPUTTE a déposé une demande d'autorisation de changement d'exploitant en juillet 2016. Le changement d'exploitant a été acté par Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/07/2016.

Un porter à connaissance est en cours d'instruction pour mettre à jour l'arrêté préfectoral du site.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 7.7.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
3	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux non-conformités relevées lors de l'inspection. Il reste à justifier des actions correctives sur le RIA n°12 et l'envoi à la DREAL et au SDIS du plan de défense incendie en cours de mise à jour.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 7.7.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définies dans le présent chapitre au paragraphe "généralités". L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leurs emplacements résultent de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.
<b>Constats :</b>  Sur site, on trouve des extincteurs, des RIA, une détection incendie contrôlée par la centrale SSI. Sur les plans d'évacuation du site, on trouve l'emplacement des moyens d'extinction. Un plan de défense incendie est en cours de mise à jour, il s'agit de la mission de Mme HERBEZ, qui sera terminé en juillet 2025. Le SDIS se rendra sur site courant juin pour discuter de ce plan. Le site peut être alimenté par 4 poteaux incendie, 3 sur le site et 1 sur la voirie qui dessert la zone d'activité. L'arrêté préfectoral du site en demande 3.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournit sous 3 mois le plan de défense incendie mis à jour et le transmet au SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Etat des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les équipements sont en bon état.</p> <p>Un RIA n'était pas facilement accessible ; il s'agissait du n°14 ; il se trouvait derrière le Rack de stockage. Une photographie a été envoyée le 02 juin 2025, elle montrait l'accessibilité du RIA suite à un aménagement du rack.</p> <p>Une issue de secours était obstruée, dans la zone ATEX, des cubis étaient devant l'issue de secours empêchant son ouverture. Une photographie a été envoyée le 02 juin 2025, elle montrait l'accessibilité de l'issue de secours.</p> <p>La centrale incendie, près de la zone ATEX, est en dérangement, un défaut persiste. Un devis a été envoyé et les travaux ont été réalisés le 2 mai 2025.</p> <p>L'extincteur n°64 n'était pas accessible. Une photographie a été envoyée le 02 juin 2025, elle montrait l'accessibilité de l'extincteur.</p> <p>Les poteaux incendie sont présents et en bon état et fournissent plus de 60 m<sup>3</sup>/h en individuel. Un contrôle annuel est réalisé sur les poteaux en individuel, il date de février 2024 et un test en simultané a été effectué en février 2024 également. Une remarque a été faite sur un problème de numérotation. Les débits demandés sont atteints.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site, le système de GMAO permet de filtrer sur les actes de préventifs à réaliser. Vu sur site et l'exploitant a envoyé une impression écran de l'outil qui montre les contrôles annuels à effectuer: contrôle extincteurs, RIA, exutoires de fumées, porte coupe-feu, centrale incendie, détection automatique incendie, BAES, Poteaux incendie en individuel et en simultané.</p> <p>Les rapports de contrôles consultés montrent que la périodicité est bien respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b>  Le registre de sécurité a été vu lors de l'inspection. Il est complété.  L'exploitant a fourni les rapports de vérifications des éléments suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• porte coupe-feu ;</li><li>• centrale SSI ;</li><li>• désenfumage ;</li><li>• RIA et extincteurs: le RIA 12 est à déplacer et présente une fuite corrosion importante.</li></ul> Les poteaux incendie: Il a été fourni le contrôle des poteaux incendie du site n°1, n°2, n°3 datant de novembre 2024. Il a été fourni un rapport de février 2024 (intégré au porter à connaissance en cours d'instruction) qui reprenait les poteaux en individuel et en simultané. L'AP demande des diamètre 150 mm hors ce diamètre n'est disponible que sur les poteaux extérieurs, sur site le réseau des poteaux est doté de diamètre 100 mm. Ce point sera validé par le SDIS lors de son passage prochainement. Sur site il est demandé 180 m3/h pendant deux heures, les poteaux en simultané peuvent fournir 300 m3/h sous 1 bar.  La centrale SSI présentait des non-conformités, la société CHUBB est intervenue le 23 mai 2025. Les dérangements ont été réglés. Les portes coupe-feu ont été contrôlées en novembre 2024 et ne présentaient pas de non conformités.  Les systèmes de désenfumages ont été contrôlés "conforme" et ou les actions correctives ont été menées le jour du contrôle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  fournir les justificatifs des actions correctives menées sur le RIA 12
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite